

LUTTE ANTI-ACRIDIDIENNE

L'optimisme prudent
des spécialistes

A quelques semaines du début du printemps, phase critique de reproduction du criquet, les spécialistes de la lutte anti-acridienne affichent un optimisme prudent quant à la menace acridienne. Si les résultats des opérations de prospection menées depuis octobre et qui ont concerné 2 677 000 hectares parlent d'une "poursuite de la régression des infestations" ceux-là restent toutefois tributaires de l'évolution des conditions climatiques dans les régions de reproduction du criquet. A en croire M. Abdesslam Chelghoum, président de la cellule de crise mise en place pour coordonner les opérations de lutte, qui intervenait hier lors d'une conférence de presse tenue au siège du ministère de l'Agriculture "pour le moment les conditions météorologiques préva-

lent dans les trois fronts de lutte sont défavorables à la reproduction des criquets". Il citera à titre d'exemple le plateau de Tadmait, nord du Hoggar, où est signalée "une très faible activité du criquet" ainsi que la région du Nord Sahara (Ghardaïa, Ouargla, El Oued, Laghouat, sud de Djelfa et sud d'El Bayadh) qui connaît elle aussi une "absence d'évolution biologique du criquet en raison des basses températures".

Au-delà de nos frontières, les mêmes conditions défavorables à la reproduction du criquet et une absence d'activité acridienne sont signalées selon lui et plus particulièrement le long du fleuve Sénégal du fait de la sécheresse et dans le centre-ouest de la Mauritanie à cause du manque d'humidité. D'où la diminution significative de l'activité acridienne dans cette région

qui constitue le point de départ des essaims vers l'Algérie et le Maroc. En Afrique occidentale (Sénégal, Mali, Niger) 7,3 millions d'hectares ont été infestés dont 5,8 millions d'hectares ont été traités grâce notamment aux 57 millions de dollars collectés par la FAO. Concernant l'Algérie et en termes de chiffres, durant la phase automnale allant du mois d'octobre à janvier, pas moins de 1 402 860 ha de terres ont été traités. 145 000 ha en octobre, 677 000 ha en novembre, 438 000 ha en décembre et, enfin, 142 860 ha durant les treize premiers jours du mois en cours. "Nos capacités d'intervention sont de l'ordre de 316 000 ha par jour dont 44 000 ha par voie aérienne", a assuré M. Chelghoum qui ajoute qu'un large programme de prospection est mené

"afin de nettoyer les poches ayant échappé aux précédentes prospections". 44 avions, 2 hélicoptères de prospection et plusieurs équipes terrestres de prospection et de lutte sont mobilisés à l'effet de venir à bout de cette invasion.

En Mauritanie, l'Algérie a mis en place neuf équipes de prospection, un avion de prospection et 10 unités d'intervention préventive. Deux bases logistiques (à Tindouf et dans la région d'El Attar, en Mauritanie) et un poste de commandement avancé à Tindouf sont également mis à contribution. Il convient de noter que 13 milliards de dinars ont été dépensés jusque-là dans la lutte anti-acridienne depuis l'apparition des premiers essaims en février dernier.

Lotfi Mérad

TRAVERSANT UNE SITUATION GRAVE

La Bourse d'Alger a un nouveau
conseil d'administration

La Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV), plus communément appelée la Bourse d'Alger, est dirigée depuis lundi dernier par un nouveau conseil d'administration formé de responsables de banque de haut niveau. Une information rapportée par le directeur général du Dépositaire central des titres (DCT) ou l'Algérie Clearing, M. Nourredine Ismail, hier sur les ondes de la Chaîne III, lors de l'émission El Mountada. Cela étant, M. Ismail a estimé que la Bourse d'Alger, opérationnelle depuis 1997, se trouve actuellement dans une situation "catastrophique" avec un siège social dans "un état déplorable" et abandonnée par les jeunes cadres qu'elle avait néanmoins formés. Et une Bourse dont le volume des transactions ne dépasse pas les 11 millions de dollars, des titres insuffisants et dont les cours ont subi une chute de 50%.

Cela étant, le directeur général du DCT a appelé à agir rapidement en corrigeant les cours des trois titres cotés (ceux de Saidal, El Aurassi et Eriad Sétif) et qui ne reflètent pas leur réalité. En outre, il a mis l'accent sur la nécessité d'une bonne information et de l'évaluation périodique des sociétés cotées.

En fait, cette situation s'explique, selon lui, par les insuffisances de la loi de 1993 qui avait empêché les banques d'exercer le rôle d'intermédiaires en Bourse (IOB), par l'expérience et le manque d'influence des IOB et par le fait que "la Bourse ne constituait pas alors une priorité dans le programme du gouverne-

ment". Néanmoins, abordant le processus de réforme financière et de modernisation de la Bourse en cours, le directeur général du DCT a relevé tant l'élargissement et la définition des prérogatives de la Commission d'organisation et de suivi des opérations de Bourse (COSOB) que l'agrément accordé aux banques, publiques et privées, pour exercer le métier de teneur de comptes et d'intermédiation en Bourse.

En outre, les IOB ont été dissous, cette expérience ayant été, selon M. Ismail, vaine et "une erreur car il aurait été préférable de les dissoudre depuis 1998".

Trois mesures accompagnées par la mise en place, grâce à une expertise française, du DCT, opérationnel depuis décembre 2004 et qui est une SPA dont le capital, 65 millions de dinars, est détenu par les trois sociétés cotées en Bourse et les banques publiques.

Une institution financière dont les missions concernent notamment l'ouverture de comptes titres et la circulation des titres, au bénéfice des banques et établissements agréés par la COSOB, en tant qu'autorité de régulation indépendante. Mais aussi, l'organisation et la gestion du règlement et de la livraison des titres, ainsi que l'administration des titres au bénéfice des investisseurs. Cela, sur la base d'une gestion électronique et de comptes titres dématérialisés au porteur et objets de transactions le même jour.

Cela étant, quatre titres obligataires (SRH, Air Algérie, Sonatrach et Sonelgaz), d'une valeur de 50 milliards de dinars et

d'une durée de 3 à 7 années, sont transigés au niveau du DCT. Toutefois, ces obligations ne peuvent pas faire encore l'objet de transactions en Bourse, selon l'avis du ministère des Finances, même si rien ne l'empêche réellement et qu'il n'y ait aucune contradiction en cela. A ce propos, le directeur général du DCT a espéré, sans néanmoins vouloir anticiper, que cette transaction en Bourse des titres obligataires sera possible à l'horizon fin 2005 — début 2006, si la situation de la Bourse s'améliore cependant.

Chérif Bennaceur

L'association des
gastro-entéro-
logues de la wilaya
d'Alger est née

L'Association des gastro-entérologues libéraux de la wilaya d'Alger vient de voir le jour ce jeudi 13 janvier. A cet égard, une assemblée générale devant débattre de la fondation de l'association a réuni une trentaine de praticiens dans un climat serein et convivial à la salle des conférences de l'hôtel Ryad à Sidi-Fredj.

Diverses questions relatives aux prochaines activités de l'AGEL dont le programme scientifique et la formation ont animé les débats à l'issue desquels ont été élus le président de l'association, le professeur Farid Chaoui ainsi que le bureau.

12^e COLLOQUE DES CHAMBRES ARABES DE
COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTUREPlaidoirie pour une
"société d'information"

Quel rôle peuvent jouer les Chambres arabes de commerce dans la promotion de la société d'information ? La question a fait l'objet du thème retenu pour le 12^e Colloque des directeurs des Chambres arabes de commerce, d'industrie et d'agriculture qui se tient depuis hier à l'hôtel El-Aurassi, à Alger. L'importance de l'information dans ce secteur a été mise en exergue par presque tous les intervenants. Tous en conviennent, la circulation et l'échange d'information via les nouvelles techniques d'information et de communication sont une urgence.

Saïda Azzouz - Alger (Le Soir) - "Le tout est d'arriver à constituer un réseau pour servir le monde arabe des affaires, ainsi on n'aura plus besoin de se déplacer et on sera plus efficace", nous précise en marge de cette rencontre Mohamed Chami, directeur de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), qui rappelle que cette rencontre vient après le congrès des hommes d'affaires arabes qui s'est tenu l'an dernier à l'hôtel Sheraton, à Alger. Assises qui avaient fait ressortir l'importance de l'échange et de la circulation de l'information du monde des affaires en temps réel. D'où l'importance de la mise en place d'un réseau entre les Chambres de commerce arabes et les Chambres de commerce arabo-étrangères, elles aussi conviées à prendre part à cette réunion exclusivement réservée aux permanents des Chambres de commerce. Réunion qui devrait aboutir à faire admettre aux participants qu'ils sont appelés à travailler ensemble inéluctablement. Pour peu que chacun mette de côté cette tendance à vouloir paraître comme le "pionnier" dans tel ou tel domaine. C'est, malheureusement, ce que nous avons retenu de la séance de la matinée d'hier et des débats qui l'ont suivie. Faits qui ont amené le directeur de la CACI à mettre l'accent sur la notion de réseau et son importance. Il est à noter que si l'Algérie en est à parler d'instruments modernes, auxquels elle compte recourir pour "recueillir l'information, l'enregistrer et l'utiliser", d'autres pays arabes ont franchi ce pas depuis longtemps déjà. A l'image des Saoudiens qui n'ont pas manqué, après l'intervention algérienne, de faire remarquer qu'ils n'étaient pas venus à ce colloque pour entendre disserter sur tel ou tel système informatique. "Nous avons déjà énormément investi dans le domaine, si bien que tous les travailleurs de la Chambre de commerce de Ryad disposent de micro-ordinateurs". C'est dire l'ambiance qui a prévalu dans la matinée de ce samedi 15 janvier. Pour les Tunisiens, cette rencontre a été l'occasion d'aborder, et longuement, parfois même dans le détail, "le Sommet mondial de l'information" que ce pays voisin abritera en novembre prochain. Le président-directeur général de la Poste tunisienne fera remarquer, au cours de son intervention, que "le commerce électronique rivalise avec le commerce traditionnel". Il cite le cas des Etats-Unis d'Amérique où le recours à l'achat pour les fêtes de fin d'année par le biais de l'Internet a rapporté 23 millions de dollars. Ou celui de l'Europe où 65% des transactions commerciales se font via le Net. Des exemples parmi tant d'autres qu'il utilisera pour dire qu'il n'y a plus de place pour le commerce et les banques traditionnelles". Selon ce responsable, il faut évoluer et, pour ce faire, il a invité les Chambres de commerce arabes à faire des propositions avant février pour le Sommet de novembre 2005 et les hommes d'affaires arabes à y participer et au plus haut niveau. Le représentant de la Chambre de commerce arabo-grecque fera remarquer, lui en marge du colloque, le manque d'information en ce qui concerne l'activité des Chambres de commerce algériennes. Une carence qui handicape considérablement les échanges commerciaux entre ces deux pays. Constat que feront également d'autres secrétaires généraux des Chambres arabo-étrangères. "L'adaptation de l'information dans les chambres arabes" fera l'objet aujourd'hui de la conférence du secrétaire général de l'Union des chambres arabes.

S. A.

A propos de la briqueterie
d'El-Achour

Suite à l'article de presse paru dans le journal *Le Soir d'Algérie* du 10 janvier 2005 au sujet de la privatisation de la briqueterie d'El Achour, j'ai l'honneur d'apporter les éclaircissements nécessaires afin que l'opinion publique en général et les travailleurs en particulier soient informés du déroulement et des résultats de cette opération.

* Le processus de privatisation engagé depuis 1998 à ce jour a respecté scrupuleusement le cadre réglementaire des lois en vigueur et préservé les intérêts des travailleurs et de l'entreprise.

* La décision de mise en œuvre a été prise en juillet 2003.

* L'ex-conseil de privatisation avait lancé un avis d'appel d'offres invitant aussi bien les investisseurs que les collectifs des salariés à se constituer en société et à soumissionner.

* Le traitement de ce dossier a été porté à la connaissance du partenaire social par correspondance n°016 du 6 janvier 2004.

Par conséquent, l'acte notarié signé entre les deux parties stipule, entre autres :

1- Sur le plan social :

- Préservation de la totalité des emplois (y compris le personnel détaché, le personnel en congé de maladie et le personnel dont les dossiers sont pendants au niveau de la justice)

- Reconstitution des accords collectifs

- Reconstitution dans son intégralité de la convention collective

- Reconstitution du règlement intérieur.

2- Sur le plan économique :

- Maintien de l'activité

- Investissement de 100 MDA pour le développement de l'usine

- Création de 40 nouveaux postes de travail

3- Sur le plan financier :

- Evaluation faite par un bureau d'études spécialisé est de 371 MDA.

- Cession au profit du repreneur de 90% des actions pour un montant de 387 MDA.

- Part revenant aux travailleurs (10%) est de 38,7 MDA (donnée à titre gracieux par l'Etat)

Tous ces points ont fait l'objet d'un acte notarié et sont garantis par la loi.

Le président du directoire
du SGP "IPRS" Saïd Bouzid